

- Atelier 22 – salle 4.15 : **Orient arabe et Europe**, responsable : Manon-Nour Tannous (Collège de France, Université Paris II)
Intervenants : François Ceccaldi, Guillemette Crouzet, Matthieu Rey, Valérie Stiegler, Manon-Nour Tannous

Résumé

Si les pays du Moyen Orient font régulièrement l'objet d'une couverture de presse en tant que zones hautement stratégiques, ils demeurent à la marge des recherches en relations internationales. Objet d'un traitement par « crise », ils ne reçoivent d'attention nécessaire que dans l'immédiateté de l'événement pour ensuite être délaissés, rompant ainsi le récit analytique sur leur trajectoire historique.

L'enjeu du présent atelier sera donc d'éclairer par des contributions inédites, et à partir de sources jamais exploitées, les inflexions connues par la trajectoire de l'Orient arabe auprès des grandes puissances sur les cinquante dernières années. Il s'agira ainsi de saisir la manière dont de nouveaux acteurs prennent la suite ou s'intègrent à des traditions anciennes. Cette perspective doit nous conduire non à ignorer l'importance des puissances américaines et soviétiques (puis russes), mais à déplacer la focale sur d'autres puissances agissantes. En effet, bien que les États du Moyen Orient soient traditionnellement qualifiés de création européenne, il ressort de la littérature une large absence de traitement de l'Europe comme acteur collectif dans les relations à l'Orient arabe. La particularité de cet acteur tient à ce que ses membres disposent d'une parole distincte. Dès lors, en se focalisant sur la France, il est possible de faire dialoguer autour des relations bilatérales, les liens particuliers entretenus avec l'Orient arabe. En revisitant la « chose arabe » comme l'a qualifiée le Professeur Henry Laurens, il s'agira de préciser les contours et les spécificités des politiques européennes et françaises à l'adresse des États arabes.

Les contributions s'orienteront sur des crises permettant de saisir la mise en place d'une configuration de puissances autour d'un État arabe. Elles caractériseront ainsi la notion de crise, en tant qu'accélérateur de l'histoire, ou bien simple reflet d'une transformation des relations, et ce selon plusieurs dimensions (les arènes de la négociations, les contraintes engendrées par la crise, la capacité d'action).

Intervenants :

François Ceccaldi, (Collège de France, EHESS, Ifpo), « **Les relations diplomatiques entre l'OLP et l'Union européenne depuis la signature des accords d'Oslo** »

Les accords d'Oslo marquent un tournant dans l'étude des relations diplomatiques palestiniennes. Alors que l'OLP semble plus que jamais légitimée, notamment par sa reconnaissance par Israël, l'organisation se trouve marginalisée par l'accord lui-même et par la création de l'Autorité palestinienne, autorité subordonnée juridiquement mais néanmoins concurrentielle. L'OLP conserve cependant un mandat exclusif sur la gestion des affaires internationales. Cette communication cherchera à comprendre ce que l'étude du dossier européen permet de comprendre de l'évolution des mécanismes de production et de légitimation du pouvoir palestinien.

Guillemette Crouzet, (Paris IV), « *"The Middle East, if I may adopt a term of which I have not seen..."*. **Les Britanniques et l'invention du Moyen-Orient au XIXe siècle** »

Cette communication se propose de revenir aux sources de l'invention du concept spatial de Moyen-Orient en s'intéressant à deux personnages qui contribuèrent à le forger vers 1902 : l'amiral Alfred Thayer Mahan et Valentine Chirol. C'est précisément en analysant la pensée spatiale et géostratégique de ces deux auteurs que l'on montrera, en adoptant une démarche régressive, que le Moyen-Orient fut inventé non pas en Occident, mais aux Indes et dès le XIXe siècle, bien avant le démembrement de l'Empire ottoman et la création des mandats français et britanniques dans la région.

Matthieu Rey, (Collège de France), « **L'Irak, nouvel espace des relations franco-européenne (1980-1988)** »

Dans la présente communication, il s'agira de rendre compte de la manière dont la guerre Iran-Irak modifie la géographie des interventions occidentales et transforme les équilibres de pouvoir. Le régime de Saddam Hussain obtient une nouvelle aura auprès des puissances européennes en premier lieu la France, ce qui lui permet de se redéployer vers le Golfe, terrain historiquement britannique. Il faudra envisager la manière dont ce positionnement interfère avec la construction d'une politique européenne envers l'Orient arabe et de réfléchir à l'interrelation américano-française à cet égard.

Valérie Stiegler, (Collège de France, Paris I), « Le jeu des acteurs français et européen dans la crise d'octobre 1973 »

L'enjeu de cette contribution sera d'examiner le processus d'émergence de l'Europe comme acteur politique au Moyen Orient à un moment critique, celui de la guerre israélo-arabe d'Octobre 1973 et de la crise pétrolière qui en découle. Sur la base d'archives inédites et de travaux novateurs, il s'agira de présenter comment la France profite des craintes suscitées par l'utilisation de l'arme du pétrole pour européeniser sa politique arabe. Les contraintes seront multiples et les résultats pratiques limités. Néanmoins, cette initiative aura permis d'impliquer durablement l'Europe dans le conflit moyen-oriental et favorisé un dialogue euro-arabe.

Manon-Nour Tannous, (Collège de France, Paris II), « Une obsession française : Damas et la résolution 1559 »

Après une phase d'ouverture dans les relations franco-syriennes, initiée par Jacques Chirac en 1995, les manœuvres de Damas pour la prolongation du mandat du président libanais Emile Lahoud provoquent une crise. Expression des puissances françaises et américaines qui redeviennent ainsi partenaires stratégiques dans la région, la résolution 1559 est adoptée le 2 septembre 2004 au Conseil de Sécurité. Exigeant notamment le retrait syrien du Liban, elle pourrait apparaître comme une manifestation de la politique traditionnelle française (à savoir la protection du Liban), ou comme un nouveau cas de la volonté de démocratisation américaine (suivant l'intervention en Irak). Mais l'introduction par la France de l'outil onusien dans les relations franco-syriennes amorce en réalité une séquence nouvelle.